L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 75, RUE DES CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI MATIN, 2 AOUT.

ADRESSE
DU
Comité Central d'Etat
AU
PARTI DÉMOCRATE DE LA LOUISIANE

Aux électeurs républicains et conservateurs de la Louisiane

En vue de la Convention qui doit se tenir à la Nouvelle-Orléans le second lundi de septembre prochain, et des grands intérêts engagés dans l'élection de novembre, le Comité Central Démocrate d'Etat croit devoir avertir et armer le peuple la condition politique de l'Etat, et le faire un énergique appel à tous les véritables conservateurs pour qu'ils aident à délivrer l'Etat des maux des hommes corrompus qui l'ont gouverné depuis 1867.

Le moment est favorable. L'avenir est plein de promesses. Nous avons qu'à nous unir, à nous organiser, à marcher à la victoire. D'Amérique, Etats nous ont donné l'exemple. Au Nord, au Sud, à l'Est et à l'Ouest, les folies et les crimes du parti radical ont complètement éveillé chez les populations le sentiment du danger, mais les ont aussi mis en esprit de résistance. Partout ceux qui ont fait métier et marchandise de leur loyauté et trahi leur mandat. La malhonnêteté et l'incapacité ont achevé de pervertir les affaires nationales au point que ces extravagances sont devenues synonymes du parti républicain. L'Oregon a répondu au Connecticut et New-York déclarant par une victoire de plus de 30,000 voix de majorité, non pas que le radicalisme doit être mais qu'il est pourri.

Bien que notre intention ne soit pas de nous appesantir sur les sujets de politique nationale, il peut être utile de noter les symptômes indubitables de mécontentement manifestés dans chaque section contre l'administration fédérale actuelle. Pour le peuple des Etats-Unis, centralisation est synonime de despotisme, et les pas rapides faits dans cette direction par le Congrès ont, à juste titre, alarmé le pays tout entier. Sans aucun respect pour les droits des gouvernés, des Etats ont été subjugués, la représentation au Congrès a été faussée, la voix de majorités écrasantes a été dédaignée; et, comme pour mettre le comble à tous ces actes d'infamie et d'usurpation, le Congrès a porté ses mains souillées jusque sur la Cour Suprême. Sous la domination du parti radical, la vénalité et la corruption sont devenues respectables, et le pillage systématique du trésor national est devenu une profession honorable; les impôts ont été accrus terriblement dans l'intérêt d'un odieux système d'espionnage adopté pour la perception; des monopoles écrasants ont été créés pour opprimer le travail; et, sous le fallacieux prétexte de "ventilement", les emplois du gouvernement sont vendus au plus offrant, ou distribués conformément à un système éhonté de népotisme.

Si ces vices et d'autres semblables d'un parti corrompu ont amené les populations d'autres Etats à comprendre les dangers qui menacent de les engloutir, pourra-t-on dire que le peuple de la Louisiane est moins sensible aux abus qui ont infecté son gouvernement d'Etat pendant les trois dernières années du jour radical. Abus qui, à tous égards, surpassent de beaucoup ceux qui ont été commis dans la jouissance des droits du travail et le capital de l'Etat, et de semer la haine dans chaque foyer?

On ne contestera pas que notre dernière Législature ne fût une honte pour la civilisation et la liberté civile. Elle a foulé aux pieds toutes les vertus qui sont l'apanage des gens honorables et elle a fait un podestal à chaque crime qu'elle aurait dû réprimer. L'ignorance, l'effronterie et le vice étaient les qualités requises pour occuper un siége sur les bancs radicaux de cette assemblée, et quand le trésor était vide, le peuple pillé et les actes législatifs rendus au plus offrant pour des greenbacks, remembrures faisant simplement changer la teinte à la banque à laquelle ils devaient leur existence officielle.

L'espace réservé à cette adresse ne permet pas à votre comité d'entrer dans les détails de tous les actes infâmes passés par la Législature radicale avec l'approbation de l'Exécutif. La dette publique, sous le contrôle radical, est montée de douze à dix-huit millions de dollars; les taxes se sont élevées, jusqu'à 5 1/2 pour cent, atteignant presque aux limites de la confiscation; on a accordé à des individus et à des corporations des privilèges extraordinaires et exclusifs en contradiction avec la liberté du travail et du capital; d'énormes sommes ont été accordées aux dépens d'un trésor en pénurie à des particuliers pour des services frivoles ou inutiles, et des emplois inutiles ou oppressifs ont été créés pour des places à des vagabonds du parti qui auraient ainsi leur vie en exploitant de l'argent de toutes les industries honnêtes.

Dans l'espoir de se perpétuer au pouvoir, la Législature a passé les lois d'enregistrement, d'élection et de milice, lois qui ont reçu la sanction de l'Exécutif, et qui donnent entre les mains des agents officiels les plus injustes et les plus oppressives qui aient jamais souillé les archives d'aucun Etat. Dans sa folie et sa perversité, elle a passé des lois pour mettre en vigueur le socialisme, non seulement de différentes façons d'hommes, mais de mauvais genres qui sont purs et justes. Dans cette folie elle a passé des lois pour réorganiser notre système, autrefois splendide, d'éducation publique, et sans aucun autre motif, à ma connaissance, que de dégrader la race blanche et de créer un abîme entre eux et la population de couleur; toutes ces mesures adoptées dans le but spécial de ruiner le commerce, l'éducation et les améliorations du peuple, ont réellement pour but, préparer les voies à la misère et à la désolation. La législation de 1868, de 1869 et de 1870 peut être condensée et résumée en trois mots: IGNORANCE, VÉNALITÉ, MONOPOLE ET OPPRESSION.

Personne ne nie plus que ces conclusions sont le jugement des ennemis du radicalisme, nous nous proposons de combattre ce parti de toutes ces différentes manifestations avec des termes choisis énergiques, vos propres champions du parti.

Il n'y a pas d'esprit plus brillant dans les rangs de ce parti dans l'Etat que celui de J. Durant, et comme il est plus probable que ses amis politiques, ses ennemis, ou peut-être même ses partisans, ne connaissent pas la vérité de ce que nous avons dit, dans sa lettre datée du 22 juin 1870, et adressée à M. J. S. Soudé, en parlant des intérêts radicaux dans cet Etat, il dit:

Il faut qu'il y ait séparation absolue entre hommes malhonnêtes et incapables, qui ont gouverné depuis 1867!"

C'est là un langage énergique, cependant il est surpassé en vérité par une adresse républicaine qui vient d'être lancée par l'ordre du comité central d'Etat républicain. Cette adresse dit:

"Citoyens et républicains! Après une expérience de deux années, sous la direction intelligente des politiciens les plus malhonnêtes, les plus corrompus qui aient jamais infesté les politiques d'aucun des Etats de l'Union, vous êtes maintenant appelés à arracher l'Etat des mains d'avanturiers politiques, qui l'ont amené à la ruine d'une banqueroute!"

On voit par là que notre verdict est approuvé par les hommes principaux du parti républicain, et cependant, au moment même où il constate-t-pt l'infamie de leur propre parti, ils sollicitent une continuation de l'appui du peuple, sous prétexte qu'ils mettra en avant dans l'avenir des hommes gens. Si le salut de la race blanche dépend de cette épreuve, il partagera inévitablement le sort des villes et des plaines, et requiem aeterna chantés au novembre prochain. Ce verdict n'est pas seulement le nôtre, c'est celui de tous les hommes honnêtes, indistinct par M. Durant lui-même, qui reprend combien il vaut mieux pour le véritable parti d'être battu que de succomber sous la direction d'aventuriers politiques corrompus" tels que ceux qui ont actuellement notre Etat bien aimé.

Les conséquences d'un tel état de choses dans le parti radical dans tout l'Etat ont été complètement acceptées par toutes les classes, et le gens de couleur, unités de cette dernière, ont été pillés, déçus, opprimés, et trompés dans la jouissance des droits particuliers par toutes les hautaines et ruineuses. En conséquence, afin de délivrer l'Etat, et de nous affranchir du joug d'hommes incapables et corrompus il faut qu'un chaque homme, sans distinction de race, de couleur ou de condition antérieure, et les chasser des places du pouvoir, pour mettre dans les emplois publics des gens honnêtes et des patriotes. Les intérêts des blancs comme ceux sont identiques dans cette lutte. Tous les droits et tous les privilèges doivent être assurés en vertu de la Constitution et des lois, et le devoir de chaque citoyen est de veiller à ce qu'ils soient maintenus. Le parti démocrate a toujours soutenu et défendu la Constitution du pays, et, aujourd'hui comme dans le passé, il proteste et défendra chaque citoyen dans le libre et complet exercice de tous les droits garantis par ce pacte. A la dernière élection de New York, si triomphante pour la démocratie, la seule accusation portée contre le parti a été qu'il favorisait les citoyens de couleur dans leurs privilèges constitutionnels. La population de couleur de cet Etat peut donc être assurée que la démocratie continuera à soutenir les grands principes qui l'ont si longtemps caractérisée.

Comme la plus grande partie de nos maux est imputable à la dernière législature, il est au pouvoir du peuple de remédier à une grande partie des abus par l'élection d'hommes sérieux et éprouvés de la prochaine législature dont les membres devront être choisis au novembre prochain. Ceux qui sont purs et justes. Dans cette élection